

Vive la fonction publique!

« À chaque fois qu'elle arrive au pouvoir, la droite s'attaque au statut de la fonction publique. C'est devenu un véritable marronnier », constate amèrement Marylise Lebranchu, ancienne ministre de la Fonction publique.

Le 29 octobre, le gouvernement a dévoilé son plan de casse du statut de la fonction publique. Si le Parti Socialiste est favorable à une modernisation du statut public, il ne peut adhérer aux annonces gouvernementales.

« Nous avons déjà voté un texte de modernisation de la fonction publique en 2015 et ce gouvernement n'attend même pas de l'évaluer avant d'en proposer un autre », regrette l'ancienne ministre. Ce texte permettait de mettre en place des passerelles entre les différentes fonctions publiques, facilitait les créations d'entreprises, protégeait les lanceurs d'alertes et précisait le code de déontologie des fonctionnaires.

« Sur la méthode, la concertation que le gouvernement met en scène depuis un an avec les partenaires sociaux est une tartufferie », a dénoncé Christine Pirès-Beaune, secrétaire nationale à la Politique économique, aux Services publics et à la Justice fiscale. En effet, les conclusions en étaient écrites dès le départ et sont toutes contenues dans le rapport CAP 2022 et en particulier la proposition n°2 intitulée « Bâtir un nouveau contrat social entre l'administration et ses collaborateurs ».

Sur le fond, plusieurs propositions ne manquent pas d'inquiéter car elles remettent en cause les principes mêmes du service public que sont la neutralité des agents et l'égalité d'accès aux



Les garants des valeurs républicaines

services publics, partout sur l'ensemble de notre territoire.

Parmi celles-ci, la suppression massive de postes dans la fonction publique d'État et la généralisation du recours aux contractuels se traduiront par moins de services publics. Ces deux mesures viendront amplifier le sentiment d'abandon, déjà très présent dans nos banlieues et zones rurales, et alimenter la colère qui fait le lit de tous les populismes.

« Les fonctionnaires sont les garants des valeurs républicaines d'égalité et de laïcité », insiste Marylise Lebranchu qui s'interroge sur les réelles motivations du gouvernement et sur les appétits du secteur privé pour des secteurs comme les services à la personne pour la petite enfance ou les personnes âgées.

« Le Parti Socialiste reste ouvert au principe d'une réforme si elle renforce nos services publics. Or, les déclarations du premier ministre et du ministre Darmanin font craindre tout l'inverse. Moderniser n'est pas privatiser. Le gouvernement doit entendre les organisations représentatives des agents de la fonction publique d'État car la réforme ne peut se faire qu'avec celles et ceux qui, au quotidien, assurent le service public. »



Visionnaires

Lorsque Michel Rocard et Louis Le Pensec, ministre des Dom Tom, se sont attelés à résoudre la crise calédonienne, ils n'avaient qu'une boussole : la recherche de la Paix et de l'intérêt général. Et une méthode : le dialogue dans le respect de tous les protagonistes. Ils se sont vraiment donné les moyens de réconcilier les Calédoniens quelle que soit leur origine.

Alors que la droite n'avait eu de cesse de jeter de l'huile sur le feu, la gauche a retissé des liens entre les communautés. Le référendum qui s'est tenu dimanche dernier n'a été possible que parce que des Hommes d'État ont décidé de prendre à bras le corps la question calédonienne dans un esprit de responsabilité et de confiance.

Le référendum de dimanche dernier n'est qu'une étape. Le gouvernement doit poursuivre ses efforts pour que le développement de la Nouvelle-Calédonie soit partagé par l'ensemble de ses habitants.

PS29

On avance ensemble

En 2015, les Finistériennes et les Finistériens ont apporté leur confiance aux candidat.es de la majorité départementale qui se présentaient sous les couleurs *Finistère et solidaires*. À mi-mandat, l'institution départementale présente un point d'étape pour rappeler ses compétences et les valeurs qui guident son action, à commencer par la solidarité qui représente 60% du budget départemental.



Notre détermination est intacte

C'est bien la solidarité qui est au cœur de la politique que mène le Conseil départemental. D'abord vis-à-vis des habitant.es qui, à chaque moment de leur vie, peuvent avoir besoin d'être accompagnés.

Cela va de la protection de l'enfance, à l'aide au maintien à domicile des personnes âgées en passant par

l'accompagnement des personnes en situation de handicap. 60% du budget départemental est consacré à la solidarité envers les personnes.

La solidarité s'exerce aussi vis-à-vis des collectivités locales par les contrats de territoires de manière à garantir un développement équilibré. Car le Finistère est divers. La métropole n'a pas les mêmes besoins que les villes moyennes et les enjeux des communes littorales ne sont pas les mêmes que ceux des communes rurales ou périurbaines.

« La solidarité est au cœur de la politique du Conseil départemental. »

Notre département dispose d'atouts qu'il convient de protéger et de faire fructifier. Dans le même temps, le Conseil départemental s'est engagé dans une bataille pour faire adopter le pacte d'accessibilité pour la Bretagne qui comprend, à la fois, l'amélioration des lignes ferroviaires afin de placer Brest et Quimper à 3 heures de Paris, l'achèvement de la RN 164 et l'inscription des ports de Brest et Roscoff dans le réseau transeuropéen de transport.

La politique départementale se développe dans un contexte budgétaire tendu. Entre 2014 et 2018, la baisse

cumulée des dotations de l'État s'élève à 120 millions d'euros. Mais le Département a réalisé un plan d'économie des dépenses publiques de 60 millions d'euros.

Et, compte tenu de la bonne gestion des finances départementales, depuis maintenant vingt ans, le Finistère dispose encore de marges de manœuvre. L'endettement par habitant n'est que de 364 euros alors qu'il peut atteindre 500 euros pour la plupart des départements comparables.



Les finances du Département sont saines

À mi-mandat, l'ambition des 28 élus de la majorité départementale reste intacte. Le cap est fermement maintenu pour bâtir un Finistère solidaire, attractif et équilibré. **« Agir pour l'égalité, favoriser les possibilités d'ouverture et d'avenir pour toutes et tous »,** selon les mots de la présidente Nathalie Sarrabezolles.

Le Département au quotidien



Sdis

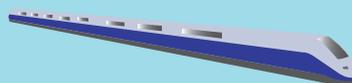
Le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies. Dans le Finistère, il compte 454 sapeurs-pompiers professionnels et 2 101 volontaires. Son budget s'élève à 26 millions d'euros.



Collèges

Le Département du Finistère consacre chaque année 45 millions d'euros, en fonctionnement et en investissements aux 109 collèges qui accueillent 43 221 élèves. 800 000 euros sont consacrés aux actions éducatives ou pédagogiques.

Il vient de lancer une procédure pour la construction d'un nouvel établissement dans la région de Landerneau.



Mobilités

Le Conseil départemental entretient 3 500 km de routes départementales. À cela il convient d'ajouter 600 km d'itinéraires cyclables. En outre, le Département a participé, à hauteur de 17,8 millions d'euros, à la rénovation de la ligne ferroviaire Brest-Quimper.



Solidarités

Le Conseil départemental accompagne tous les Finistériens qui peuvent, au cours de leur vie, avoir besoin d'être soutenus. 60% de son budget est consacré aux politiques de solidarités pour l'insertion, l'aide à l'enfance en danger, les personnes en situation de handicap, l'accueil en établissement ou le maintien à domicile des personnes âgées.

Une procédure originale et démocratique

Et si, pour une fois, les socialistes bretons prenaient leurs affaires en main et désignaient eux-mêmes le ou la candidat.e issu.e de leur région sur la liste aux Européennes? L'idée avait été lancée par Yohann Nédélec, le 8 septembre, lors de la Fête de la gauche, en présence d'Olivier Faure.



Le 4 novembre à Pontivy

Très rapidement, les autres premiers secrétaires bretons ont approuvé l'idée. Une méthode a été mise en place pour faire émerger le Breton ou la Bretonne qui pourra être amené.e à siéger au Parlement de Strasbourg dans les rangs du groupe des socialistes européens.

« Nous assumons cette démarche originale qui respecte totalement la procédure nationale », a insisté Maxime Picard, Premier secrétaire fédéral du Morbihan. Elle vise à placer le plus haut possible nos candidats, mais aussi et surtout, à renforcer leur légitimité.

Suite à un appel à candidature, six candidat.es, disposant des parrainages nécessaires, ont été retenus par la commission électorale, composée de représentants de chaque fédération, issus de toutes les motions du congrès d'Aubervilliers.

Les quatre conseils fédéraux de Bretagne, réunis à Pontivy le 4 novembre, ont eu la redoutable tâche d'établir une liste ordonnée des candidat.es bretons. Charge à la commission électorale nationale de suivre cette indication et de placer, dans cet ordre, les Bretonnes et les Bretons sur la liste pour les Européennes.

Chacun a pu défendre sa candidature, esquisser les grandes lignes de la campagne que mèneront les socialistes bretons pour les Européennes et répondre aux questions des conseillers fédéraux.

Le destin de la Bretagne est intimement lié à l'Europe et ce n'est pas un hasard si c'est dans notre région que le sentiment d'appartenance à l'UE est le plus solide.



Les socialistes bretons unis et déterminés

Tous les candidats ont insisté sur la défense des valeurs de l'Union européenne qui doivent se traduire par l'accueil des réfugiés. Il n'est plus possible de laisser aux États le soin d'accueillir ou de rejeter, les réfugiés. C'est à l'Union européenne d'organiser cet accueil dans des conditions dignes et d'instaurer un statut européen pour les réfugiés.

Le projet européen que défendent les socialistes correspond exactement à l'ambition agricole et agroalimentaire que les socialistes bretons veulent promouvoir. La PAC a permis à l'agriculture bretonne de se développer. Elle doit maintenant l'aider à se réorienter vers un modèle qui corresponde mieux aux attentes de la société et des agriculteurs : des productions plus respectueuses de l'environnement qui garantissent un revenu décent aux agriculteurs.

La transition écologique, que les socialistes appellent de leurs vœux, ne pourra s'opérer que dans le cadre européen.

Les candidats bretons aux Européennes seront particulièrement attentifs aux conséquences du Brexit. En effet, le départ de la Grande-Bretagne aura des répercussions sur notre économie et il est important que notre région dispose de relais au Parlement.

Par cette démarche inédite et originale, les socialistes bretons ont démontré leur unité et leur volonté de mener une campagne européenne dynamique, en cohérence avec leur engagement européen.



Une liste largement adoptée

Les candidats bretons

À l'issue des présentations, voici la liste ordonnée adoptée par les quatre conseils fédéraux réunis à Pontivy le 4 novembre

Forough Salami-Dadkhah (29)



Christophe Fouillère (35)



Vincent Le Meaux (22)



Béatrice Hakni-Robin (35)



Amélie Le Floch (29)



Pierre Huonnic (22)



8 décembre

10h00 : Conseil fédéral
à Carhaix.

Plus de souplesse, moins de bureaucratie

Pierre Juvet

Pour se faire entendre, le Parti Socialiste doit faire preuve d'originalité. Et surtout, il doit faire confiance à ses sections et fédérations, explique Pierre Juvet, porte-parole et secrétaire national au développement et à la structuration du parti.

Cap Finistère : À peine désigné porte-parole et secrétaire national du PS chargé du développement et de la structuration du parti, des copies de ta profession de foi aux dernières Législatives, où tu te présentais comme « candidat de la majorité présidentielle », fleurissaient sur les réseaux sociaux. Qu'est-ce que cela t'inspire sur la forme et sur le fond ?

Pierre Juvet : D'abord, sur le ton de la boutade, j'ai envie de dire que si, à peine nommé, nous sommes à ce point attaqués, c'est plutôt bon signe. Ça veut dire que certains ont peur de nous. Au point de ressortir un bout de document vieux de 18 mois. (...)

Le document auquel tu fais référence n'est qu'une partie du tract que j'avais diffusé. Mais puisque j'en ai l'occasion, je souhaite m'expliquer en quelques mots. D'abord, je veux rappeler qu'au moment de l'élection présidentielle, en tant qu'élus socialiste, fidèle à ma famille politique, j'ai apporté mon parrainage et j'ai voté pour Benoît Hamon au premier tour. J'ai ensuite été le candidat du Parti Socialiste aux élections législatives de 2017 dans la 4^e circonscription de la Drôme. (...) À l'occasion de cette campagne, j'ai dit et écrit que sous certaines conditions (et elles étaient nombreuses), je pourrais travailler dans la majorité présidentielle. Et plus précisément, que je pourrais être un Député de gauche dans la majorité présidentielle. Si aujourd'hui je le regrette, j'assume que comme beaucoup de Français de gauche, j'ai pu être sensible aux accents progressistes du candidat Macron. (...)

Enfin, je trouve assez cocasse d'être attaqué par certains qui ont quitté le PS. Moi je suis fidèle au PS, je vais me battre pour le reconstruire. Je crois que l'essentiel est là !

Cap Finistère : Justement, en quoi consiste le rôle de secrétaire au développement et à la restructuration du parti ?

Pierre Juvet : Avant on appelait ça « secrétaire national aux fédérations » et ce n'est pas un hasard si la dénomination a changé. Quand on a porté la campagne du congrès avec Olivier Faure, nous avons mis en avant l'idée de renaissance socialiste. En effet, le parti était affaibli : la situation financière était compliquée et nous avions perdu des militants.

Il fallait donc refonder notre fonctionnement et repenser notre projet de A à Z. Cette renaissance est portée par une nouvelle génération et une nouvelle équipe qui veut rompre avec le PS des quinze dernières années.

Notre parti a trop souffert de sa bureaucratie qui, de Solférino, décidait pour tout le monde. Nous devons faire plus confiance aux sections, aux fédérations ou aux élu.es locaux qui, dans les collectivités locales, inventent et apportent des solutions à leurs concitoyens. Pour prendre un exemple simple, ce n'est pas à moi, militant de la Drôme, d'expliquer ce qu'il faut faire en matière de politique maritime ou d'aménagement du littoral. Nous sommes là pour accompagner.

Cap Finistère : Cette restructuration passe par les engagements thématiques ?

Pierre Juvet : Pas seulement, mais en grande partie oui. Il y aura aussi le statut des engagés. Les modes d'engagements ont évolué, avec le développement des réseaux sociaux et parce que les parcours de vie ont changé. Désormais, on s'engage pour des causes à un instant précis. (...)

Trop souvent des sympathisants nous disent : « Mais je ne savais pas à qui m'adresser » ou « Je croyais qu'il fallait être coopté ». Il faut donc plus de souplesse dans nos statuts pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de nous rejoindre.

Cap Finistère : Comment envisages-tu ton rôle de porte-parole national ?

Pierre Juvet : On ne peut pas le nier : le temps de parole du Parti Socialiste s'est considérablement réduit depuis les élections Présidentielle et Législatives. À nous d'être imaginatifs et percutants pour compenser cette perte de temps comptabilisé par le CSA. C'est pour ça que nous allons monter en puissance sur internet et les réseaux sociaux avec une Web TV et des vidéos régulières, mais aussi en étant plus présents dans la presse quotidienne régionale.

Mais, comme nous l'évoquions au début de notre entretien, je ne veux pas être un porte-parole de punchlines faciles, de petites phrases. On voit trop souvent sur Twitter ou Facebook des commentaires haineux que personne n'oserait proférer dans la vraie vie. Nous voulons prendre de la hauteur et expliquer de manière originale les positions des socialistes.

Retrouvez l'interview en intégralité sur www.ps29.bzh



Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1246 - Vendredi 9 novembre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

